

# Gouvernance PfR :

## un modèle de gestion apprécié par les communautés locales

**Auteurs:**

Cheikh KANE,  
Al Mahady TOURE,  
Ismaila HAIDARA et  
Ousmane HAIDARA

**Editeur:**

Ousmane BALLO

Dans la région de Mopti (bassins du Niger et du Sourou,) et la region de Kayes (bassin du Sénégal), le modèle de gouvernance du programme « Partners for Resilience/ Strategic Partnership » (PfR/SP) a permis d'organiser et de renforcer les capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) afin qu'elles puissent défendre les questions environnementales de leur milieu de vie. Grâce à ce même programme, les préoccupations desdites organisations ont été également prises en compte dans les plans de développement social, économique et culturel (PDSEC) des mairies des localités concernées.



Réunion comité de gestion  
© Alhousseyni Touré ODI-SAHÉL

Au Mali, la seconde phase du programme « Partners for Resilience/Strategic Partnership » (PfR/SP ou PfR2 en simplifié), qui s'étend de 2016 à 2020, est essentiellement basée sur le renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile (OSC). La démarche consiste à outiller lesdites OSC avec les techniques de la gestion intégrée des risques (GIR), approche tenant compte à la fois de la réduction des risques de catastrophes (RRC) ; de l'adaptation aux changements climatiques (ACC), ainsi que de la gestion et restauration des écosystèmes (GRE).

Ce modèle de gouvernance du PfR Mali, lancé à la suite de la première phase du programme (2011-2015), permet d'organiser et de renforcer les acteurs de la société civile pour la défense des questions environnementales. Ce modèle peut s'appuyer, d'une part sur le réseau des volontaires de la Croix Rouge Malienne, et d'autre part sur les organisations communautaires de base, principales cibles des organisations Wetlands International et de CARE International. Pour une meilleure coordination sur le terrain, PfR2 Mali s'est appuyé sur les expériences et les enseignements issus de la mise en œuvre de PfR1, en particulier en matière de GIR. Il s'agit, entre autres, de la promotion d'une gestion rationnelle et équitable des ressources en eau visant à sécuriser les groupes vulnérables; la contribution au développement des politiques et mécanismes locaux garantissant l'accès des groupes vulnérables au foncier; l'amélioration de la Stratégie Nationale de Réduction des Risques et des Catastrophes (SNRRC).

## Un Comité de pilotage pour coordonner les actions

De façon générale, le Projet PfR Mali est piloté par un comité composé des responsables des cinq membres du consortium ou leurs représentants et mis en œuvre par une unité technique. Cette gouvernance s'est constamment appuyée sur les coalitions constituées, mais aussi sur les services techniques nationaux et les organisations internationales concernées par les activités dudit programme. L'objectif ultime est d'accroître le contrôle citoyen sur la mise en œuvre des politiques publiques. Pour rendre efficace cette gouvernance, le consortium a réussi à regrouper les organisations communautaires de base (OCB), les pêcheurs, les éleveurs, les petits groupes de femmes et de jeunes pour les constituer en unions, puis en coalitions communales, locales, jusqu'au niveau régional.

## Le coup de pouce des Coalitions GIR!

Pour la mise en œuvre de ce modèle de Gouvernance, le consortium s'est également appuyé sur les parlementaires des régions concernées, désormais appelés « Champions GIR », à côté des champions GIR des coalitions ou des maires.

---

**Témoignage de Adama Paul Damango, député élu à Bankass, Champion GIR :** « Nous sommes 5 Champions GIR qui représentons l'ensemble des 20 députés élus dans la région de Mopti. Nous travaillons avec le consortium "Partners for Resilience/Strategic Partnership" (PfR/SP), composé de Wetlands International (WI), CARE International, Croix Rouge Malienne (CRM), Croix Rouge Netherlands (NLRC) et Centre du Climat de la Croix Rouge (CCCR) à travers le Projet "Dialogue en

*Gestion Intégrée des Risques" (GIR). Notre mission consiste à expliquer aux populations les lois votées à l'Assemblée Nationale et qui concernent leurs secteurs d'activités. En retour, nous recensons leurs préoccupations. Ces doléances sont analysées au cours d'une rencontre entre nous Députés de Mopti que nous appelons "cadre de concertation". Nous défendons certains de ces éléments à l'Assemblée Nationale, pour l'amélioration des conditions de vie de nos populations. »*

---

**Témoignage de Ousmane Koumaré, 1<sup>er</sup> Adjoint au maire de Sokoura/Bankass :** « Entre le consortium et la mairie de Sokoura/Bankass, la collaboration est excellente. D'ailleurs en plus d'être 1<sup>er</sup> Adjoint au maire, je suis point focal, au sein de la mairie, des Coalitions et Unions. Je suis également membre de la Coalition

Champion GIR. Au niveau communal, ma mission est de jouer l'intermédiaire entre les Collectivités et les Coalitions ainsi que les Unions. Aujourd'hui, tout se passe parfaitement bien entre nous, il y a la confiance et je peux même vous dire que je suis devenu un membre des Coalitions ou Unions. »

Ces actions ont permis d'obtenir des changements clés. Il s'agit de la connexion des coalitions constituées avec leurs administrations centrales, services techniques déconcentrés, élus locaux et régionaux, ainsi que leurs parlementaires, pour porter leur voix à tous les niveaux. Il y a eu également une meilleure connaissance des textes et procédures; une meilleure visibilité et reconnaissance de PfR, à la fois par les coalitions et les différents partenaires techniques nationaux. A cela, s'ajoutent la connexion avec les autres organisations de la société civile au niveau local et régional, entre le niveau régional et national, puis entre le niveau national et sous-régional ayant des intérêts dans les questions du foncier, de l'eau, de la gestion des écosystèmes ou de la réduction des risques de catastrophes.

## Des acquis visibles, grâce à la synergie d'actions des acteurs concernés

Grâce à cette synergie d'actions, la dimension GIR a été prise en compte dans certains plans de développement social, économique et culturel (PDSEC) dans la région de Mopti.

Par ailleurs, certains groupes de femmes ont pu bénéficier d'une attribution de terres.

Avec les expériences dans les bassins du Niger et du Sourou dans la région de Mopti en particulier, ce modèle de gouvernance pourra aussi être mis à profit dans le cadre du programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le bassin du Niger (PIDACC), présent dans les neuf pays du bassin du Niger.

Le mécanisme de prise de décision dans le cadre de cette gouvernance n'a pas impliqué les coalitions. Pour corriger cette insuffisance, il est souhaitable d'intégrer dans le Comité de Pilotage, un représentant des coalitions, un parlementaire de même qu'un représentant des pouvoirs publics. Cette configuration ainsi que la synergie d'actions qui en découlerait, permettrait de pérenniser les acquis du programme sur le terrain.

---

**Housséni Sankaré, 1<sup>er</sup> Adjoint au maire de Ouenkoro témoigne :** « Aucune activité de PfR n'a eu lieu en absence de la mairie de la commune de Ouenkoro, cercle de Bankass. Ce programme a permis à la mairie de comprendre davantage les besoins réels de la population et de les insérer dans son PDSEC. De même, les populations n'hésitent plus à interpeler les collectivités sur des questions les concernant. C'est pour vous dire que ce programme a été une bonne chose pour les maires et les populations dans le cadre d'un développement local harmonieux. Aujourd'hui, dans le processus d'attribution des terres aux femmes ou aux coalitions, les maires sont pris pour témoins. Les mêmes terres sont actuellement sécurisées par les maires, avec l'accord des coalitions. »

**Témoignage de Sidy Siby, président de la Coalition communale de Marena Djonbougou, cercle de Kayes :** « Grâce aux différentes formations de PfR, nous sommes en contact direct et permanent avec la mairie de la commune de Marena Djonbougou, cercle de Kayes. Nous avons élaboré des propositions sur l'accès des femmes à la terre, l'entretien des axes routiers qui deviennent impraticables pendant l'hivernage et le reboisement de certaines zones de la commune. L'ensemble de ces propositions a été pris en compte dans le PDSEC de la mairie. Aujourd'hui, les femmes et les coalitions ont accès à la terre, nos routes reçoivent des entretiens et chaque année, il y a des reboisements. Ces acquis, nous les mettons au crédit du programme PfR sans lequel, il n'était pas évident pour nous d'atteindre ces résultats. »